

Pourquoi la désindustrialisation pourrait bien ne pas nous faire perdre que des usines mais aussi... la démocratie



Ce second épisode de notre série consacrée à l'impact de la désindustrialisation interroge le lien entre cette dernière et la stabilité qui est nécessaire à la mise en place d'une démocratie pérenne.

Avec Robin Rivaton

Atlantico : Dans son article, Dani Rodrik considère comme sous-produits de l'industrialisation plusieurs pierres fondamentales de la construction démocratique : masse ouvrière organisée, partis politique disciplinés, vie politique basée sur un axe droite-gauche. Ces éléments peuvent-ils être déstabilisés par le passage d'une économie industrielle à une autre basée sur le service ? Comment ?

Robin Rivaton : Tout d'abord, **gardons-nous de cette tendance à vouloir créer des modèles pour expliquer plus facilement des mutations, qu'elles soient économiques, sociétales ou politiques.** [Ce que Dani Rodrik avance](#), c'est que le passage de l'économie secondaire à l'économie tertiaire aurait contribué à bouleverser les piliers d'un modèle politique démocratique. **Le rapport de causalité est un peu faible puisque la démocratie s'est construite dès le XIXème siècle, bien avant que le secteur industriel ne soit majoritaire dans la population.** Elle a au contraire connu sa plus profonde remise en cause dans les années trente, au moment où le secteur secondaire prenait le pas sur le secteur primaire (agriculture et mines). En outre, la société industrielle a coïncidé, du fait d'un hasard historique, avec une période de prospérité issue de la reconstruction.

Néanmoins, l'affaiblissement du modèle démocratique et le passage à une économie de services - au passage rappelons que le basculement entre tertiaire et secondaire a eu lieu en 1971 - trouvent leur origine dans les mêmes causes. L'individuation de la société conduit à l'individuation des revendications politiques et sociales qui ne peuvent plus être satisfaites par une réponse homogène, qu'elle soit le fruit d'un service public uniforme ou d'un syndicalisme de masse.

A lire également dans la série "Ce qu'on perd en perdant l'industrie" :

>>> [La désindustrialisation nous condamne-t-elle à vivre dans un désert d'innovations ?](#)

>>> [La France des villes cassées : le vrai bilan de 30 ans de désindustrialisation](#)

Au regard de cette analyse, dans quelle mesure peut-on d'ores et déjà voir les conséquences de la désindustrialisation sur la société française ?

La principale conséquence de la désindustrialisation est avant tout de nature géographique. **L'industrie, parce qu'elle est**

consommatrice d'espace et a besoin de circuits logistiques simples, n'a pas une tendance naturelle à la concentration.

Évidemment, elle ne s'est pas répartie uniformément dans l'espace national mais elle pouvait être déplacée sans créer de perte de compétitivité. Je prendrai ici l'exemple de la fameuse ligne Le Havre-Marseille à l'ouest de laquelle l'industrie était absente jusqu'aux années 50, mais qu'une politique résolue de déconcentration a permis de combler rapidement.

Les services n'obéissent pas à la même logique car ils fonctionnent en réseaux, la connexion de capital humain et des réseaux d'information et de communication en augmentant le rendement de façon exponentielle. Les services à forte valeur ajoutée se sont donc concentrés dans les villes.

Cela a conduit à un décalage croissant entre villes et territoires. **Si les politiques ont été incapables de voir la vague monter en Bretagne c'est que la situation dans les métropoles est éminemment favorable.** Ces régions industrialisées plus récemment, comme la Bretagne avec l'agro-alimentaire aujourd'hui, et peut être le Sud-Ouest avec l'aéronautique demain, entrent dans une compétition internationale sur les coûts, ce qui n'est pas le cas des métropoles, où la compétition dans les services à forte valeur ajoutée est beaucoup moins sensible au prix. La France des producteurs de services est en mesure de tirer profit de la mondialisation grâce aux qualités des salariés français (inventivité, adaptabilité, réactivité) alors que la France des producteurs ne peut faire face à la concurrence, asphyxiée par ses coûts.

Quelles sont les caractéristiques d'une économie désindustrialisée et/ou de service qui pourrait l'empêcher de maintenir une société paisible ?

Comme je l'ai déjà dit, **je ne suis pas du tout certain qu'une économie industrielle soit de nature à assurer une société paisible. Ce qui assure une société paisible c'est une société prospère dans laquelle le mérite est rétribué,** la question des inégalités passant au second plan au fur et à mesure de l'individualisation de la société.

Le véritable enjeu est l'acceptation du fait que la classe moyenne s'est durablement rétrécie, sous l'effet de l'automatisation et de la délocalisation d'un certain nombre de tâches de production. **Le mythe du progrès automatique entre chaque génération s'est évaporé.** Si les jeunes générations en ont pleinement conscience, cet état de fait est encore impossible à accepter pour les générations qui ont profité de cette élévation sociale. Ces générations refusent aujourd'hui de mettre le mérite au cœur du système car le risque qu'induit cette sacralisation du mérite les paralyse. Néanmoins cette résistance n'est que conjoncturelle et petit à petit, **la société va se re-stabiliser sur ce nouveau mode plus individualiste et méritocratique.**

La question suivante, c'est la possibilité d'une opposition des sexes. L'automatisation des tâches va se poursuivre en supprimant des emplois dans les services à faible valeur ajoutée, touchant les emplois où le contact humain est le moins nécessaire, comme par exemple le transport de passagers, où les chauffeurs vont laisser place à des systèmes automatisés d'ici une dizaine d'années. **Or ces emplois sont majoritairement occupés par des hommes, déjà affaiblis par la disparition des emplois de production, et dont les capacités relationnelles et empathiques sont jugées inférieures à celles des femmes.**

**La tenue d'une économie de ré-industrialisation, ou de compensation de la désindustrialisation de l'économie, implique-t-elle quelques entorses à la démocratie, même légères, pour être efficaces ?
Lesquelles ?**

Un certain nombre d'intellectuels regardent avec une envie mêlée d'une pointe de tentation, les modèles de la Chine ou d'autres pays émergents qui se sont rapidement industrialisés à travers des schémas dirigistes et regrettent le Plan ou d'autres outils de planification économique en France. Ces idées rétrogrades ne font aucun sens, le Plan n'a rien de comparable avec ce qu'ont fait les dirigeants chinois dans un contexte très différent où l'autorité du pouvoir central est inscrite depuis très longtemps. **Il faut bien noter que la Chine a imposé l'allocation des ressources : personne ne pourrait tolérer un tel dirigisme en Europe.**

A l'heure où la Chine est en train de marquer le pas dans sa stratégie exportatrice, et cherche actuellement à libéraliser son économie, notamment via le Plan 383 et la zone économique libre de Shanghai, il serait stupide de prendre une voie dangereuse de ré-industrialisation au mépris des libertés individuelles. **La marche du monde est durablement engagée vers plus d'individualisme, les futurs moteurs de croissance se trouvent dans les capacités d'innovation qui ne prospèrent à moyen-terme que dans un contexte de liberté économique et politique.**

La Chine servira de leçon à l'Occident, pas de modèle. D'ici une trentaine d'années, nous nous dirons que nous avons été bien naïfs sur de nombreux aspects dans notre relation avec ce pays.

Propos recueillis par [Jean-Baptiste Bonaventure](#)